



Conseil national interrégional des Verts 29 & 30 Mars 2008

Compte rendu des décisions

Référence : 20080329-CR



Conseil national interrégional Ordre du jour

Samedi 29 mars 2008

10h00 - 13h00 : - Adoption de l'ordre du jour

- Interventions d'élus aux élections municipales et cantonales :

- Eric Alauzet (CG Besançon Est), Nicole Kill-Nielsen (Rennes), Slimane Tir (Roubaix), Jean-Louis Roumegas (Montpellier), Maryvonne Boileau (Grenoble), Nicole Guilhaudin (CG Chambéry Sud), Eric Quiquet (Lille), Stéphane Joly (Reims)
- Jean-François Caron, Maire de Loos en Gohelle
- Jacques Boutault, Maire de Paris 2^e
- Michel Bourgain, Maire de l'Île Saint-Denis
- Noël Mamère, Maire de Bègles
- Dominique Voynet, Maire de Montreuil

13h00 : Pause repas

14h30 - 15h00 : - Point d'information sur l'organisation et la réforme interne (Mireille Ferri)

15h00 - 15h45 : - Actualité : situation Internationale (Patrick Farbiaz)

15h45 - 16h30 : - Actualité du Groupe Vert au Parlement Européen et du Parti Vert Européen (Danielle Auroi)

16h30 : Pause

16h50 : Intervention de Cécile Duflot, Secrétaire nationale

17h15 : Intervention de Michel Bock, Délégué national aux élections

17h30 : Intervention de Denis Baupin, chef de file de la campagne des Verts à Paris

17h40 - 19h00 : Débat d'actualité politique, suite aux élections municipales et cantonales

Dimanche 30 mars 2008

(Huis clos)

09h00 : Rapport du Conseil statutaire

09h30 : Election d'une nouvelle Commissaire Financière des Verts

09h45 : Election d'un porte-parole des Verts, suite à la démission de Yann Wehring

10h00 : Motions & Déclarations

12h30 : Fin de la session

Secrétariat national des Verts - 247 rue du Faubourg Saint Martin- 75010 Paris

Tél. 01 53 19 53 19 - Fax : 01 53 19 03 93 Courriel : cnir@lesverts.fr

<http://www.lesverts.fr>

Compte-rendu des décisions

Décision Cnir-08-016

Vote de procédure

Le Conseil national interrégional des Verts, réuni à Paris les 29 & 30 mars 2008, adopte l'ordre du jour de la réunion tel que proposé par le Collège Exécutif – avec le huis clos du dimanche matin.

Pour : beaucoup

Contre : 1

Abstention : 1

Adopté.

Décision Cnir-08-017

Déclaration sur la situation au Tibet

Voir texte en annexe 1

Adoptée à l'unanimité.

Décision Cnir-08-018

Vote indicatif sur les textes débattus au Conseil du Parti Vert Européen.

Le Conseil national interrégional des Verts, réuni à Paris les 29 & 30 mars 2008, décide : la délégation française est mandatée pour s'opposer, dans le projet de résolution sur l'immigration, à toute intégration des concepts d' « immigration choisie » et d' « immigration circulaire » ainsi qu'à toute acceptation des centres de rétention.

Adoptée à l'unanimité.

Décision Cnir-08-019

Élection d'une nouvelle Commissaire financière des Verts

Candidate : Geneviève Cros

Votants : 43

Pour : 29

Contre : 4

Blancs : 10

Elue.

Décision Cnir-08-020

Élection d'un porte-parole des Verts, suite à la démission de Yann Wehring.

Candidat : Jean-Louis Roumegas

Votants : 56

Pour : 41

Contre : 2

Blancs : 13

Elu.

Décision Cnir-08-021

Déclaration N°1

Cotisations d'élu-e-s : précision par amendement – partie 1

Afin de développer la juste répartition des moyens entre toutes les représentations territoriales des Verts, le Conseil national interrégional des Verts, réuni à Paris les 29 & 30 mars 2008, décide que les CAR pourront décider qu'une part – jusqu'à 30 %- des reversements des élus locaux sera prélevée pour assurer une solidarité entre les groupes locaux de la région.

Pour : 42.

Contre : 3

Blancs : 11

Adopté et porté à l'Agrément intérieur.

Décision Cnir-08-022

Déclaration N°1

Cotisations d'élu-e-s : précision par amendement – partie 2.

Ces cotisations d'élu-e-s seront réglées expressément par prélèvement automatique. Toute dérogation devra faire l'objet d'un accord avec la région Verte concernée.

Pour : 53.

Contre : 1

Blancs : 6

Adopté et porté à l'Agrément intérieur.

Décision Cnir-08-023

Déclaration N°1

Cotisations d'élu-e-s : précision par amendement – partie 3.

Le fait de ne pas informer les Verts d'un mandat obtenu en tant qu'élu Vert (Présidence de syndicats mixtes, de communautés d'agglomération ou de communes, de bases de loisirs, de SEM, mandat d'administrateur, etc.) est considéré comme une volonté de « non reversement de contribution » et fait l'objet d'une sanction dans la grille existante.

Pour : 54.

Contre : 1

Blancs : 4

Adopté et porté à l'Agrément intérieur.

Compte-rendu des décisions

Décision Cnir-08-024

Amendement à la Déclaration n°2

Vote alternatif

Proposition 1 : Les Verts dénoncent la présence et le renforcement militaires français en Afghanistan et demandent un débat décisionnel au Parlement.

Pour : 27

Proposition 2 : les Verts s'opposent au renforcement de la présence militaire française en Afghanistan et demandent un débat décisionnel au Parlement.

Pour : 30. **Adoptée.**

Décision Cnir-08-025

Déclaration N°2

Nicolas Sarkozy élabore avec ses conseillers une nouvelle politique française sur l'Afghanistan. Il serait question d'envoyer des troupes de combat au sol dans les régions orientales bordant le Pakistan, là où la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) commandée par l'OTAN combat des djihadistes de la mouvance Al-Qaida (in Le Monde du 26/2/08).

Le président Sarkozy souhaite ainsi renforcer la présence militaire française en Afghanistan en regard des demandes du gouvernement Bush via l'OTAN. Alors que de nombreux pays retirent leurs troupes, M. Sarkozy s'aventure plus encore dans l'aventurisme militaire. Ni l'Assemblée Nationale, ni le Sénat ne seront sans aucun doute consultés, sinon simplement informés des décisions prises, faisant ainsi fi de la fameuse transparence du candidat Sarkozy durant sa campagne aux élections présidentielles! Cette fuite en avant sous tutelle de l'ISAF est grave alors que de l'aveu des militaires l'envoi de nouvelles troupes ne peut qu'aggraver ce conflit. Seule une force de police internationale d'interposition dûment mandatée par l'ONU pourrait favoriser un cessez-le-feu, l'ouverture de négociation entre belligérants afghans, la reconnaissance des forces démocratiques afghanes, un gouvernement de réconciliation...

M. Sarkozy s'éloigne de la politique d'indépendance traditionnelle gaulliste de la France, s'en remettant aux injonctions du gouvernement Bush. Les Verts doivent s'y opposer et dénoncer cette dérive.

Les Verts doivent, par ailleurs, rester vigilants, confirmer leurs positions contre tout projet d'intervention militaire (directe ou indirecte) sur les sites nucléaires iraniens. L'ONU est la seule habilitée à organiser, dans le cadre de sa Charte et du respect des traités internationaux, toute action diplomatique contre toute fuite en avant du gouvernement iranien (voir la résolution 1803 du Conseil de Sécurité de l'ONU : <http://www.un.org/french/docs/sc/2008/cs2008.htm>)

Les Verts s'opposent au renforcement de la présence militaire française en Afghanistan et demandent un débat décisionnel au Parlement.

Les Verts appellent :

- à participer à la prochaine Prepcom (réunion préparatoire) de l'ONU à Genève des 28 avril au 9 mai 2008 (voir sur : <http://www.reachingcriticalwill.org/>) ;

- à participer les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2008 au 3^{ème} Salon international des Initiatives de Paix à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris, dans le cadre de la "Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)" proclamée par l'ONU en 1998, salon organisé par la Coordination française pour la Décennie (contact <http://www.decennie.org/documents/Salon3/fr/accueil.html>)

- à réaffirmer la motion contre la prolifération nucléaire, votée à l'unanimité (- 9 abstentions) au Conseil National Inter Régional des Verts du 4 février 2007 à Paris, ainsi que la déclaration des 8-9 septembre 2007.

Il y a 62 ans Hiroshima et Nagasaki avaient subi une totale destruction.

Plus jamais ça !

Pour : beaucoup

Blancs : 2

Adopté.

Compte-rendu des décisions

Annexe 1

Déclaration des Verts sur le Tibet : Vive le Tibet libre !

Les Verts expriment horreur et indignation face à la brutale répression par les autorités chinoises des manifestations nationalistes au Tibet, répression qui a fait au moins 140 morts.

Ces manifestations démontrent qu'un demi-siècle d'annexion, de répression, d'acculturation et de colonisation par les autorités chinoises n'a pu venir à bout de l'aspiration à la liberté du peuple tibétain, ni de sa capacité de résistance. Après plus de 54 ans d'occupation chinoise, le bilan de cette annexion est accablant :

- ▶ Un million 250 000 morts
- ▶ Plus de 6 000 temples détruits
- ▶ Stérilisations et avortements forcés
- ▶ Tortures systématiques sur les prisonniers
- ▶ Le niveau de vie le plus bas de la R.P. de Chine
- ▶ L'environnement gravement menacé (déforestation massive, surexploitation des ressources minières, destruction des espèces animales sauvages, stockage de déchets radioactifs, essais nucléaires...)
- ▶ Des millions de colons chinois dans les régions annexées de l'Amdo (Qinghai) et du Kham (Sichuan) Depuis 1987, d'importantes manifestations ont eu lieu Durement réprimées (des centaines de morts), elles furent suivies d'un an de loi martiale (1989-90). Aujourd'hui, les autorités chinoises poursuivent leur « normalisation » et intensifient la colonisation. Mais le peuple tibétain résiste toujours...

Après des décennies de répression par la loi chinoise, la frustration du peuple tibétain a explosé dans les rues sous forme de protestations et d'émeutes. Avec les feux de la rampe braqués sur les Jeux Olympiques à venir en Chine, les tibétains réclament au monde un changement.

Le gouvernement chinois a dit que les protestataires qui ne se sont pas encore rendus "seront punis". Ses leaders sont en ce moment même en train de faire un choix crucial entre l'escalade de la brutalité ou le dialogue qui pourrait déterminer le futur du Tibet et de la Chine.

Nous pouvons influencer sur ce choix historique. La Chine tient à sa réputation internationale. Il est nécessaire que le président chinois Hu Jintao entende que le succès du logo "made in China" et aussi des prochains Jeux Olympiques ne sera assuré que s'il fait le bon choix.

Les Verts appellent la communauté internationale à réagir avec la plus grande fermeté contre la répression du peuple tibétain, qui constitue une illustration particulièrement dramatique de la triste situation des droits de l'Homme et de la liberté en Chine : arrestations systématiques et camps de travail pour les opposants milliers d'exécutions annuelles, censure de la presse, monopartisme du Parti communiste un mépris qui se reflète à l'extérieur par le soutien aux régimes criminels de Birmanie ou du Soudan. Pour les Verts, les Jeux olympiques de 2008 doivent être l'occasion pour chacun, particulièrement pour le monde sportif, de faire entendre sa voix en faveur des droits de l'Homme et de la démocratie en Chine, en faveur du peuple tibétain. Les Verts réaffirmeront leur soutien au droit à l'autodétermination du peuple tibétain. Mais ils soutiennent aussi toutes les manifestations de défense des droits humains, sociaux et environnementaux qui pourront avoir lieu. à propos de la défense des droits démocratiques, sociaux et environnementaux dans ce pays continent.

C'est pourquoi Les Verts soutiennent l'action du collectif Chine JO 2008 regroupant les associations de droits de l'homme et ses 8 revendications :

- ▶ Libérer les personnes emprisonnées depuis les manifestations de Tian An Men (1989) et tous les prisonniers d'opinion
- ▶ Mettre fin au contrôle de l'information, y compris sur Internet
- ▶ Suspendre les exécutions sur tout le territoire chinois en vue d'aboutir à l'abolition de la peine de mort
- ▶ Supprimer la détention administrative
- ▶ Mettre un terme à la pratique systématique de la torture
- ▶ Permettre la constitution de syndicats libres et indépendants
- ▶ Supprimer l'article 306 du Code pénal, qui permet la ..
- ▶ Mettre fin aux expulsions forcées des citoyens de leur logement ou de leurs terres.

Compte-rendu des décisions

Il n'est pas vrai que nous ne puissions rien faire face à la Chine. Nous avons tous une responsabilité dans cette affaire, C'est pourquoi les Verts demandent :

1) La constitution d'une commission d'enquête internationale sur la répression au Tibet pouvant se rendre sur place avant les JO d'août 2008. Dans ce cadre, ils demandent à la commission des droits de l'homme du parlement européen et à sa Présidente en titre de se saisir du dossier et d'intervenir pour qu'une délégation du Parlement européen puisse aller d'urgence à Lhassa

2) Le boycottage des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux Olympiques pour marquer le refus de cautionner les bouchers de Lhassa, le Président Hun Jin tao et ses collègues du Bureau Politique du Parti Communiste Chinois. Le Président Sarkozy, en particulier comme président de l'UE doit clairement dire dès maintenant qu'il ne se rendra pas à ce rendez-vous de soutien aux criminels qui organisent l'ethnocide culturel du peuple tibétain. Les Verts français en liaison avec les Verts européens présenteront en ce sens aux Global Greens une résolution à Sao - Paulo demandant aux gouvernements du monde entier de suspendre leur participation aux cérémonies d'ouverture et de clôture.

3) L'engagement du président de l'UE en exercice durant les JO de recevoir le Dalaï lama, responsable de la lutte politique non violente du peuple tibétain

4) La suspension des accords nationaux d'aide au développement à un pays qui est une des premières puissances mondiales. L'APD accorde cette année pour 300 millions d'euros à un pays qui ne respecte aucun de ses engagements signés sur les droits de l'homme, aucune clause sociale ou environnementale.

5) à leurs élus de tout faire d'ici août 2008 pour faire pression sur les dirigeants chinois. Ils leur demandent de faire apposer sur les frontons des collectivités un drapeau tibétain pour symboliser la résistance de ce peuple.

6) à ces communes le parrainage de prisonniers d'opinion tibétains. Nous voudrions que chaque commune, parrainant un prisonnier, puisse par l'interpellation des autorités chinoises, aider à la libération de celui-ci.

7) à leurs élus de veiller à ce que dans chaque accord de coopération décentralisée, de marchés publics passés avec des entités publiques ou privées chinoises, des clauses sociales et environnementales soient imposées et négociées avec l'aide d'ONG environnementales existantes en Chine. Ils demandent à ce que dans chaque jumelage effectué, les délégations se rendant en Chine interpellent leurs homologues sur la situation des droits de l'homme au Tibet et dans le reste de la Chine.

Les Verts :

8) soutiennent l'appel de Romain Mesnil, vice-champion du monde à la perche et président du syndicat des athlètes français, de porter un ruban vert durant les JO pour montrer l'attachement des athlètes au respect des droits de l'homme et ils demandent que ce symbole synonyme d'espoir soit porté par tous ceux qui refusent ces JO de la honte.

9) appellent à faire du 7 avril le jour où la flamme passera par Paris, une journée de lutte contre les Jeux Olympiques. Partout où passera la flamme, partout doit retentir le cri du peuple tibétain.

10) soutiennent la mise en place d'un boycottage ciblé de produits chinois fabriqués par les prisonniers politiques, par les enfants et en dehors de toutes normes de qualité ou en contre façon. Dans ce cadre, ils demandent la suspension immédiate des négociations d'accords entre Areva et la Chine portant sur la construction de centrales nucléaires